



**Communiqué de presse**  
Pour diffusion immédiate

## **Questionnaire aux partis** **L'environnement de retour dans la campagne électorale**

**Montréal, le 24 novembre 2008** – Un regroupement d'une dizaine de groupes écologistes a dévoilé ce matin les réponses des différents partis politiques à un questionnaire portant sur les grands enjeux environnementaux de l'heure. Sur les 25 questions « oui ou non » posées, les partis se démarquent grandement dans leurs réponses : 25 engagements favorables à l'environnement pour le Parti vert (PVQ) du Québec et Québec solidaire (QS), 16 pour le Parti québécois (PQ), 8 pour l'Action démocratique du Québec (ADQ) et 5 pour le Parti libéral du Québec (PLQ). Il est à noter que le Parti libéral n'a pas répondu aux questions par l'affirmative ou la négative, tel que demandé, mais a plutôt expliqué ses positions sous forme de texte, sans clairement répondre aux questions. Les groupes s'inquiètent du manque de vision des partis qui ne reconnaissent pas que la préservation de notre patrimoine naturel et la mise en place de mesures écologiquement responsables sont indissociables d'une économie forte et viable.

### **Les partis unanimes sur deux enjeux**

Les formations politiques se sont dites unanimement en faveur de l'implantation d'un programme obligatoire d'inspection et d'entretien des véhicules automobiles au Québec, comme il en existe en Amérique du Nord et en Europe.

« Cette mesure aurait pour incidence de réduire considérablement la pollution atmosphérique et les gaz à effet de serre en assurant la remise aux normes des centaines de milliers de véhicules qui polluent à outrance et qui composent environ 20 % du parc automobile du Québec », précise André Bélisle, de l'Association québécoise de lutte contre la pollution atmosphérique (AQLPA) et de la Coalition Québec Kyoto.

Suite aux deux commissions parlementaires portant sur les poursuites bâillonnées (SLAPP) tenues en 2008, tous s'engagent à adopter une loi anti-poursuite bâillonnée dès le printemps 2009. Les écologistes pressent tout de même le gouvernement à agir de toute urgence pour assurer la santé et la sécurité des actuelles victimes.

### **Libéraux, Péquistes et Adéquistes négligent huit enjeux cruciaux**

Les trois partis traditionnels prennent des positions menaçantes pour l'environnement sur huit enjeux cruciaux, ce qui inquiète les écologistes. Ces enjeux sont:

- La production de déchets nucléaires et le projet de la reconstruction de la centrale nucléaire Gentilly-2;

- L'exploitation des hydrocarbures dans les basses terres du Saint-Laurent;
- Le refus de doubler le financement dédié aux transports collectifs;
- Le refus de créer la première grande aire protégée destinée à la sauvegarde du caribou forestier dès 2009;
- La mise en place d'un moratoire sur toute exploration et exploitation de gaz naturel dans le golfe du Saint-Laurent;
- Le retrait des obstacles quant à la certification FSC au Québec;
- Le refus d'augmenter le budget du ministère du Développement durable, de l'Environnement et des Parcs de 0,3 % à 2 % du budget global.

« Nous constatons que, dans l'ensemble, les réponses de ces trois partis présentent de grandes faiblesses en matière d'énergie et de transport en commun. Il est décevant que leurs engagements soient si peu visionnaires alors que ces questions sont cruciales dans la lutte aux changements climatiques et porteuses pour l'avenir économique du Québec. », précise André Bélisle.

#### **Analyse des résultats distinctifs de chacun des différents partis**

QS et le PVQ s'illustrent en démontrant que l'environnement est au cœur de leurs préoccupations, répondant toujours de manière à prioriser sa mise en valeur et sa protection. Quant aux autres formations, elles se distinguent de diverses façons.

Les écologistes sont heureux d'apprendre que les Libéraux s'engagent à protéger 50 % du Nord du Québec, mais considèrent que ceux-ci devraient le faire en partenariat avec les autochtones. Cependant, le Parti libéral déçoit par ses positions dans le dossier forestier.

« Le PLQ est le seul parti à s'opposer à un examen public des impacts environnementaux de l'extraction de la biomasse forestière à des fins énergétique, à refuser de mettre en place un processus crédible, basé sur la science, pour déterminer les territoires de forêts intactes à préserver, et le seul parti qui maintient le flou quant à sa volonté de confier la responsabilité de l'aménagement des forêts à des sociétés autonomes plutôt qu'à l'industrie », explique Mélissa Fillion de Greenpeace. D'autre part, le parti de Jean Charest est le seul qui refuse d'adhérer aux objectifs de KYOTO *plus* pour le Québec, soit de réduire les gaz à effets de serre de 25 % sous le niveau de niveau de 1990 d'ici 2020.

Le PQ surprend par son audace dans de nombreux dossiers par son opposition aux projets de ports méthaniers sur le fleuve Saint-Laurent et sur la rivière Saguenay, au projet de pipeline Trailbraker qui amènerait du pétrole de l'Alberta au Québec et son appui envers un vaste chantier de développement des énergies renouvelables et de conservation d'énergie. D'autre part, cette formation estime nécessaire l'implantation d'un moratoire sur tout nouveau projet

autoroutier urbain et périurbain et désire collaborer avec le fédéral pour assurer la mise en place de 12 % d'aires marines protégées d'ici 2012 au Québec en plus de rendre l'étiquetage des organismes génériquement modifiés obligatoire.

L'Action démocratique du Québec, quant à elle, est la seule des trois principales formations à être en faveur d'un moratoire sur toute nouvelle construction en milieux humides urbains et périurbains. Par contre, l'ADQ fait cavalier seul en s'opposant à l'établissement d'un programme pour le compostage et la digestion anaérobique des matières organiques afin de permettre aux villes et municipalités du Québec d'atteindre en 2012 le détournement de l'élimination de 60 % de ces matières, tel qu'exigé par la Politique québécoise de gestion des matières résiduelles 1998-2008.

### **Conclusion des groupes**

« Les partis doivent comprendre que l'on ne peut dissocier l'économie de l'environnement. Et avec l'ampleur et l'urgence des problèmes, le prix à payer pour de mauvaises décisions environnementales se fera sentir, cette fois, durant le même mandat pour lequel nous élirons notre prochain gouvernement », souligne Michel Bélanger de Nature Québec.

« Les écologistes se réjouissent de l'intérêt manifeste des partis envers ce questionnaire et tiennent à souligner l'avancement des Libéraux quant à la protection du Nord québécois, la progression péquiste en matière environnementale, l'intérêt des Adéquistes pour les milieux humides et bien entendu, l'avant-gardisme de Québec solidaire et du Parti vert du Québec. » soutient Nicolas Mainville de la Société pour la nature et les parcs du Canada (SNAP-Québec). Tous les groupes ont accueilli avec grande satisfaction l'unanimité des partis quant aux poursuites bâillons (SLAPP) et au programme d'inspection obligatoire des émissions des véhicules automobiles.

Les groupes retiennent tout de même que les partis sont enclins à parler d'environnement mais beaucoup moins convaincants quand vient le moment de prendre de réels engagements. Il est temps de passer de la parole aux actes et d'entreprendre des changements majeurs pour l'avenir du Québec.

Cette analyse a été réalisée suite à la distribution d'un questionnaire portant sur les thèmes des changements climatiques, de l'énergie, de la qualité de l'air, de l'aménagement du territoire, de la conservation de la nature, de l'aménagement forestier, la gestion des matières résiduelles, de l'agriculture et du financement de l'environnement. La grande majorité des questions se répondaient simplement par la négative ou l'affirmative. Les Libéraux, n'ayant répondu par oui ou par non à aucune de ces questions, ont été évalués en fonction de l'analyse que les groupes ont fait de leurs réponses. Les autres partis s'en sont tenus aux règles du jeu. Le questionnaire ainsi que les réponses détaillées des formations politiques sont disponibles en ligne au [www.snapqc.org](http://www.snapqc.org) et [www.greenpeace.ca](http://www.greenpeace.ca).

**Pour information**

AQLPA et Coalition Québec Kyoto, André Belisle 418 386-6992

Citoyens pour la nature, Yourianne Plante, 514 278-7627 poste 222

ENvironnement JEUnesse

Equiterre

Fondation David Suzuki, Julie Tremblay, 514 249-4217

Greenpeace, Isabelle Monette 514 212-5749

Nature Québec Mylène Bergeron, 418 933-2031

Société pour la nature et les parcs du Canada section Québec, Sophie Paradis 514 583-6554

Vivre en Ville, regroupement québécois pour le développement urbain, rural et villageois viable

Alexandre Turgeon, 418 655-0592